

FORMULAIRE D'AUTORISATION DE DIFFUSION DE DONNÉES

Dans le cadre de la création de son bulletin municipal annuel, la Commune de Sainte Gemme La Plaine prévoit une double page pour la diffusion des noms des entreprises, artisans et autres services ainsi que leurs coordonnées (mail, téléphone, adresse).

A ce titre, et pour répondre aux réglementations de la RGPD (Règlement général sur la protection des données), les entreprises, artisans... qui souhaitent être diffusés dans le bulletin annuel de la Commune doivent remplir ce document :

Je soussignée (prénom/nom),
□Accepte que la municipalité publie les données de mon entreprise ou service dans le bulletin annuel 2025
Nom entreprise :
Numéros de téléphone :
Mail:
Adresse :

Les informations recueillies sur ce formulaire sont enregistrées par la Commune de Sainte Gemme La Plaine pour diffusion d'image. Ce traitement est basé sur le consentement.

Elles sont conservées pendant une durée de 10 ans et sont destinées à un usage interne aux personnes habilitées de la direction communication.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, vous disposez d'un droit d'accès aux données, de rectification des données, d'effacement des données, de limitation du traitement, de portabilité des données, d'opposition au traitement, d'opposition au transfert de données pour motif légitime à moins que la loi ou la règlementation en vigueur ne s'y oppose.

Pour exercer vos droits, vous devez nous adresser un courrier, accompagné de la photocopie d'un titre d'identité comportant votre signature, à l'adresse postale suivante :3 rue de la Mairie – 85400 Sainte Gemme La Plaine ou à l'adresse de courrier électronique : accueil@staintegemmelaplaine.fr

Contact du délégué à la protection des données : dpo@ecollectivites.fr

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation en ligne à la CNIL ou par voie postale.

Date et signature (précédées de la mention « lu et approuvé »)